

Digne-les-Bains, le **03 AVR. 2026**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE n°2026-093-002

de la Société MÉTA RÉGÉNÉRATION
dont le siège social se situe Avenue du Jas, 04600 Château-Arnoux-Saint-Auban
et exploitant une usine de traitement de déchets mercuriels
sur la commune de Château-Arnoux-Saint-Auban
(SIRET 822 083 853 00017)

LA PRÉFÈTE DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le livre V du Code de l'environnement, notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.171-11, L.172-1, L.511-1, L.514-5, R.171-1 ;

VU le Code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L.122-1 ;

VU l'article R.421-1 du Code de justice administrative ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral n°2014-383 du 7 mars 2014 autorisant la Société Verdipole à exploiter ses installations sur la commune de Château-Arnoux-Saint-Auban ;

VU l'arrêté préfectoral n°2022-094-003 du 4 avril 2022 clôturant l'instruction de l'étude de dangers (EDD) et le porter à connaissance de modification des installations de la Société Méta Régénération ;

VU l'étude de dangers de l'établissement Méta Régénération à Château-Arnoux-Saint-Auban dans sa version d'octobre 2020 ;

VU le rapport d'inspection de la visite du 19 mars 2026, transmis à l'exploitant par courriel du 24 mars 2026, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 24 mars 2026 ;

CONSIDÉRANT que l'article 3 de l'arrêté préfectoral n°2022-094-003 du 4 avril 2022 susvisé prescrit que les installations soient exploitées conformément aux dispositions de l'étude de dangers d'octobre 2020 ;

CONSIDÉRANT que l'étude de dangers d'octobre 2020 prévoit :

- le stockage des déchets entrants au sein de cellules fermées, avec une aspiration au niveau de chaque alvéole (séparation par murs en parpaings pleins de 20 cm entre cellules et de 2,5 m de haut, et couverture métallique),
- le conditionnement des effluents (eaux sales constituées des eaux de lavage d'équipements et des sols, des purges) et des électrolytes (effluents au sein du process) dans deux cuves de 9 m³, au sein d'une cellule dédiée (cellule 11) avec une quantité stockée maximale de 17 t,
- le stockage du mercure liquide au sein d'une cellule dédiée (cellule 9),
- le stockage des déchets traités solides au sein d'une cellule dédiée (cellule 1) ;

CONSIDÉRANT que l'article 49 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé prescrit la tenue à jour d'un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées ;

CONSIDÉRANT que l'article 7.3. de l'arrêté préfectoral du 7 mars 2014 susvisé prescrit que le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine ;

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté lors de l'inspection du 19 mars 2026 :

- la présence de nombreux lots de déchets à traiter en dehors des cellules de stockage dédiées, principalement dans le couloir principal de l'atelier,
- la présence de mercure liquide en dehors de la cellule dédiée,
- la présence de déchets traités à l'extérieur du bâtiment, sur une zone non protégée des eaux météoriques,
- une quantité d'effluents et électrolytes largement supérieure à la quantité maximale de 17 t, dans des conditionnements divers (et parfois en mauvais état), en dehors de la cellule dédiée,
- des incohérences entre les quantités de produits de l'état des stocks et les quantités contrôlées sur site, ainsi que l'absence de prise en compte des matières combustibles non dangereuses,
- des défauts électriques dont la date de premier signalement est établie au 05/05/2023 ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent des manquements à l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 4 avril 2022 susvisé, à l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé et à l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral du 7 mars 2014 susvisé ;

CONSIDÉRANT que cette situation est susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la Société Méta Régénération de respecter les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 4 avril 2022 susvisé, de l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé et de l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral du 7 mars 2014 susvisé ;

CONSIDÉRANT que face au non-respect des règles de stockage des déchets mercuriels, il convient également de prescrire des mesures d'urgence visant à assurer la compatibilité du site avec son environnement ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence ;

ARRÊTE

Article 1 : Mise en demeure

La Société MÉTA RÉGÉNÉRATION, dont le siège social est situé Avenue du jas, 04600 Château-Arnoux-Saint-Auban est mise en demeure, pour son site situé sur la commune de Château-Arnoux-Saint-Auban :

- de respecter les dispositions de l'article 49 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé, en révisant son état des stocks afin de le mettre en cohérence avec les quantités réellement stockées, en intégrant les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées, et en mettant en cohérence les localisations des stockages avec les plans de localisation des risques, sous un délai d'un mois ;

- de respecter les dispositions de l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral du 7 mars 2014 susvisé en procédant aux correctifs suite aux défauts relevés lors des contrôles de vérification des installations électriques, sous un délai de trois mois.

Article 2 : Mesures d'urgence

L'exploitant procède, sous un délai de 7 jours :

- au retrait des déchets à traiter des zones non dédiées.

L'exploitant procède, sous un délai de 15 jours :

- au retrait de l'ensemble des fûts et conteneurs d'effluents et d'électrolyte, ceux-ci n'étant autorisés que dans le respect d'une limite de 17 t au sein de 2 cuves de 9 m³.

Article 3 : Non respect des obligations

En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1 et 2 du présent arrêté dans les délais prévus par ces mêmes articles, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 4 : Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal administratif de Marseille (31 rue Jean-François LECA, 13002 Marseille), dans les délais prévus à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site internet www.telerecours.fr

Article 5 : Publicité

Le présent arrêté doit être publié sur le site internet des services de l'État pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6 : Application-Notification

Le présent arrêté sera notifié à la Société MÉTA RÉGÉNÉRATION et publié au recueil des actes administratifs du département.

Le Secrétaire général de la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence, Monsieur le Maire de Château-Arnoux-Saint-Auban, Monsieur le Directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement PACA, chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à l'exploitant.

Pour la Préfète et par délégation,
le Secrétaire Général

Xavier PANNECOUCKE